

L'idée d'un tel Sommet, depuis longtemps exprimée et souhaitée notamment par de grands Africains comme les présidents Senghor du Sénégal et Bourguiba de Tunisie, n'avait jamais pu se réaliser. Ne nous le cachons pas, un des obstacles à cette réunion des pays francophones a toujours été la difficulté de réunir le gouvernement fédéral et le Québec à une même table dans le respect des attributions légitimes de chacun dès lors qu'il s'agissait d'une participation commune à une rencontre internationale.

Il était grand temps que soit levée cette hypothèque qui pesait sur le développement des relations Canada-France-Québec. Or, dès novembre 1984, lors de la visite au Canada du premier ministre français d'alors, M. Laurent Fabius, le premier ministre Mulroney reconnaissait la légitimité des relations directes entre Québec et Paris dans la mesure où elles visent des sujets qui ne heurtent pas les compétences fédérales. Cette attitude nouvelle a permis le début de négociations qui allaient mener, à peine un an plus tard à la conclusion d'un accord permettant la participation du Québec et du Nouveau-Brunswick à un Sommet, des chefs d'Etat et de gouvernement.

Ainsi donc, un an après son élection comme premier ministre du Canada, M. Mulroney parvenait à dénouer l'inbroglio qui bloquait depuis 15 ans l'organisation d'un Sommet des pays francophones. Ce faisant, il ouvrait large les portes à un rôle accru de la Francophonie canadienne face aux enjeux qui la concernent au premier titre.